

MERINO

Deuxième partie

24A0 1918

2

GÉRONIMO MERINO

Suite.

1814-1820

Rien de particulier se passa dans la vie du chanoine de Valence, pendant cette période de six années, qu'il consacra à ses devoirs ecclésiastiques. Son corps nerveux et robuste, habitué à la vie active des camps, ne lui permit pas longtemps de rester oisif. L'équitation lui fournit bientôt l'occasion de dépenser son activité ; amateur de beaux chevaux, bon cavalier, tireur adroit, il accompagnait souvent à la chasse le capitaine-général Elio ¹, noble cœur, guerrier vaillant, qui mourut bientôt, juridiquement assassiné par les révolutionnaires, crime assuré de l'impunité.

Mérino s'occupait peu de politique ; avec son bon sens de profond observateur, il se rendait compte cependant des dangers qui menaçaient l'Espagne, et quand on lui demandait son opinion sur l'avenir, il s'expliquait avec sa brusque franchise, sans ménager les personnes. Bientôt les courtisans lui trouvèrent un esprit chagrin, les intrigants, incommode.

Les uns et les autres qui entouraient le trône le tinrent à l'écart ; ce ne fut pas difficile, car de lui-même, il s'en tint constamment écarté, pendant les premières années qui suivirent 1814, se réservant pour le jour où l'Espagne et le Roi auraient besoin de son bras, celui-ci se présenta bientôt.

1. Elio, François-Xavier, né en 1769, général espagnol, gouverneur et capitaine général de Valence et de Murcie, adversaire décidé des révolutionnaires, emprisonné à Valence lors du mouvement insurrectionnel de 1820, il fut condamné et mis à mort par les révolutionnaires qui ne purent lui pardonner d'avoir découvert la conspiration de Vidal, et la façon énergique avec laquelle il la réprima.

La révolution française avait semé ses doctrines sur le monde, et la dernière guerre en donnant aux individualités en Espagne une puissance nouvelle, y développa promptement cette funeste semence. Les cortès de l'île de Léon avaient mené de front les idées d'indépendance au dehors et de liberté à l'intérieur ; une fois lancées dans cette voie, elles ne s'arrêtèrent pas, et le 19 mars 1812, proclamaient la souveraineté du peuple et décrétaient la fameuse constitution de Cadix.

Le roi Ferdinand invité par la noblesse, le clergé et le peuple à régner comme avaient fait ses ancêtres, refusa de jurer la Constitution et voulut entrer à Madrid *Roi neto* (sans compromis).

Des conspirations se formèrent : Porlier en Galicie, Lacy¹ en Catalogne prirent les armes ; leur sang jaillit de l'échafaud sur les mécontents de toute sorte et fit naître de nouveaux conspirateurs. Une armée s'était réunie dans l'île de Léon, pour aller reconquérir les colonies. Raphael del Riego², adepte de la révolution, enivra les troupes de ses idées et les insurgea. Après des chances diverses de triomphe et d'insuccès, aidé de la Franc-maçonnerie et des

1. Louis de Lacy, général, né à Saint-Roch, près de Gibraltar en 1775 de parents d'origine Irlandaise. Entré fort jeune au service, il parvint bientôt au grade de capitaine et passa avec son régiment aux Canaries. Une affaire d'honneur le contraignit à quitter son corps : revenu en Europe, il se rendit en France pour prendre du service, et se dirigea vers le camp de Boulogne où il s'engagea comme simple soldat au 6^e régiment d'infanterie légère. Napoléon, ayant appris les particularités qui avaient forcé cet officier à s'expatrier, lui rendit son grade de capitaine. Il fit les campagnes d'Allemagne et de Hollande. Envoyé contre l'Espagne, il déserta pour ne pas combattre son pays et rejoignit l'armée espagnole. Il devint successivement capitaine général de la Catalogne (1812) commandant en chef de l'armée de Galice et gouverneur de cette province. Destitué à la rentrée de Ferdinand VII, il conspira, fut arrêté et fusillé dans l'île de Majorque.

2. Raphael del Riego y Nunez, né à Tunna, (Espagne), en 1785, général espagnol, s'enrôla lors du soulèvement de 1808 ; fait prisonnier et interné en France, jusqu'en 1814, il s'enthousiasma pour les idées de la Révolution. Le 1^{er} janvier 1820, à la tête de son bataillon, il proclama le rétablissement de la Constitution de 1812, entraîna et emprisonna pour ainsi dire Ferdinand VII. Riego fut élu président des Cortès le 7 février 1823. Il voulut alors s'opposer avec ses troupes aux progrès de l'armée française, qui marchait au secours de Ferdinand, se vit forcé de fuir ; bientôt on l'arrêta. Le Roi, une fois délivré, fit instruire son procès ; reconnu coupable de haute trahison, condamné à mort, il fut pendu le 5 novembre 1823.

communeros¹, il étend par toute l'Espagne le feu de la révolte. O'Donnell, comte de l'Abisbal², envoyé par le Roi dans la Manche, imitant l'exemple de Riego, soulève ses soldats. La populace de Madrid s'ameute, érige la pierre de la Constitution³, entoure le palais et somme Ferdinand de proclamer l'œuvre des Cortès. Sous le coup de la nécessité, le Roi proclame et jure (9 mars 1820). Celles-ci se réunissent, décrètent de suite la liberté de la presse, abolissent les privilèges, tous les ordres religieux, ordonnent la vente de leurs biens, dits biens nationaux. Des archevêques, des évêques, des grands du Royaume sont emprisonnés ou exilés, leur fortune est confisquée. L'archevêque de Valence, ayant publié un mandement qui a le don de déplaire, n'échappe que par miracle à une bande d'assassins ayant résolu sa mort. Les clubs se multiplient, la population se porte aux prisons, enfonce les portes de celle où elle avait enfermé le chanoine Vinuesa, le massacre à coups de marteau. Le Roi lui-même, débordé par des ministères révolutionnaires successifs, tombe aux mains des exaltés. C'est la révolution qui éclate, en même temps la peste s'introduit en Catalogne.

Dès 1820, des protestations armées, isolées il est vrai, eurent lieu, mais ce ne fut qu'en 1823 que le mouvement se généralisa ; les Royalistes temporisèrent, désireux d'éviter autant que possible la guerre ; cependant, dès qu'ils virent que la révolution envahissait tout le pays et menaçait toute autorité, et qu'ils ne pouvaient l'arrêter, ils se soulevèrent au cri de vive la Religion, vive le Roi, mort à la Constitution !

1. Les Communeros formaient une société secrète dont les membres se déclaraient champions de la légalité et de la liberté. Par serment, ils s'engageaient à juger, condamner, exécuter tout individu, même le Roi ou ses successeurs s'il s'écartait de certains principes : leur nombre en 1821, avait atteint 70.000.

2. Henri, O' Donnell, comte de l'Abisbal, né en 1770, en Andalousie, servit contre la France, battit près d'Abisbal en 1810 le général Schwartz. Maréchal de camp, nommé comte de l'Abisbal en récompense de son fait d'armes et gouverneur de Cadix. D'opinions changeantes, il se rendit suspect et fut contraint de se réfugier en France, mourut à Montpellier en 1824.

3. La pierre de la Constitution, était une plaque de pierre, marbre ou bois, sur laquelle les Cortès de 1812 avaient décrété que l'on placerait l'inscription, place de la Constitution, sur la place principale de chaque ville, bourg. Ces inscriptions détruites au retour du Roi en 1814 furent rétablies en 1820.

A l'époque de l'émeute de Valence, le 20 septembre 1820, contre son archevêque, Mérino s'était retiré à Tor-duèls, dans une propriété patrimoniale. Là, au milieu des siens, entouré de tout le prestige que lui avaient acquis sur les lieux mêmes, ses exploits de 1808 à 1814, il prépara le soulèvement de la Vieille-Castille, recueillit les débris de la bande du guerrillero Moralès, organisa deux régiments de cavalerie, deux bataillons d'infanterie, composés en partie de volontaires, donna à ses troupes le nom d'armée de la Foi, puis au mois de mars 1821, se mit en campagne; il avait alors près de 53 ans.

Cette façon d'agir de Mérino eut bientôt des imitateurs, des bandes se formèrent en Andalousie, en Navarre, Aragon, Catalogne, Biscaye, Galice. Dans la vallée du Bastan et du Roncal, un rassemblement de douze à quinze cents hommes, gentilshommes, soldats, religieux, paysans, étudiants, parcourut le pays sous le commandement de don Juan Villanueva (Juanito) et de Santos Ladron. Ces bandes allaient dans les villages et petites villes détruire les emblèmes de la révolution, enlever la pierre de la Constitution et proclamer *El Rey nro.*

Mérino surtout préoccupait les constitutionnels; on savait qu'il n'était pas l'homme dont on pouvait avoir raison à la suite d'un seul échec, le nombre d'hommes qui s'enrôlaient sous ses ordres les effrayaient. Aux Cortès on interpella les ministres afin de connaître les mesures prises pour arrêter ces enrôlements; puis on envoya les troupes régulières disponibles et les milices nationales de la province à sa poursuite. Un de ses lieutenants, Don Joseph Arriga, et trente-six hommes furent pris dans les premiers jours d'avril, à Péones, près de Burgos, avec chevaux et munitions. Pour les venger, Mérino, avec huit cents hommes, fit une pointe dans l'Alava, entra à Salvatierra¹, y brisa la pierre de la Constitution; la milice de Vittoria venue pour le combattre fut vaincue et faite prisonnière. Pour réparer cet échec et arrêter ses progrès, on envoya les généraux Alava et Mendizabal à la

1. Salvatierra, petite ville de 1.000 habitants, entourée de très anciennes murailles sur une hauteur.

tête de nombreuses troupes avec deux pièces de canon, qui réussirent, après une vive fusillade, à le mettre en déroute, lui faisant beaucoup de prisonniers (26 avril 1821). Parmi ceux-ci se trouvait le curé Zalduendo, qui fut exécuté le 4 juin, en même temps que plusieurs autres, dans la proportion d'un sur dix. On lut aux Cortès le bulletin de cette affaire, il y fut accueilli par des acclamations de joie, tant le nom de Mérino y avait jeté d'effroi.

Après cette affaire, Mérino gagna le pays montagneux de la Rioja, mais ne tarda pas à reparaitre dans les environs de Burgos; il surprit dans un village un officier du parti constitutionnel et huit soldats, qu'en représailles des jugements rendus par les conseils de guerre révolutionnaires, il fit fusiller avec deux hommes. C'est à la suite de cette exécution que le 1^{er} juin la commission spéciale chargée par les Cortès d'examiner les moyens d'arrêter la contre-révolution, proposa de donner au chef de la province de Burgos des pouvoirs illimités.

La Révolution, maîtresse de la nation, continuant ses agissements, et la partie saine de la nation prévoyant qu'elle durerait si on n'employait tous les moyens pour la refréner. Mérino ne crut pas moins bien faire en contribuant à aider par les armes la défense de la religion et du roi; aussi employa-t-il les six derniers mois de l'année 1821 au recrutement de volontaires, les exerçant et travaillant à ramener les populations à des idées plus saines.

Il eut cependant à déplorer la perte de plusieurs de ses compagnons d'armes pris par les constitutionnels dans de petits engagements particuliers. Le bénédictin Mauro de la Iglesia, le curé Quintana de Roa furent étranglés, le premier le 11 octobre, le second le 16 décembre. La révolution progressait donc, opprimant de plus en plus l'infortuné Ferdinand, multipliant ses drames sanglants. A partir d'avril 1822, la guerre civile imminente dans beaucoup de provinces, prit soudainement de l'importance en Catalogne. Sous la direction de plusieurs généraux, entre autres du baron d'Eroles, de nombreuses guérillas firent leur apparition; là aussi se montra le trappiste Antoine Maranon. Au commencement des troubles, il était venu trouver Mérino,

se jetant avec enthousiasme à ses genoux, lui demandant sa bénédiction, ses conseils, et en le quittant, lui avait dit : « Père, père, (c'était le nom respectueux que les populations commençaient à lui donner), je suivrai votre exemple et le ferai suivre aux Catalans fidèles. » Il fit comme il l'avait dit.

D'abord soldat, jeté par des passions dans les cloîtres, il portait avec le même enthousiasme la croix et l'épée ; son habit militaire était une robe de franciscain, sur laquelle pendait un crucifix, il galopait sur son cheval, un fouet à la main¹ ; avant le combat, il se mettait à genoux pour prier et se plaçait ensuite à la tête de ses troupes avec une intrépidité héroïque. Dans la bataille, il courait de rang en rang, bénissait, encourageait. Pendant les moments de trêve, élevant le Christ, il prêchait la guerre sainte au nom de Dieu et du Roi ; la foule l'assiégeait se disputant comme des reliques les fragments de sa robe glorieusement trouée par les balles. Ces exemples firent que la contre-révolution se propageait et s'organisait. Les généraux fidèles au Roi lancèrent des proclamations au nom d'un gouvernement provisoire dont le quartier général était au val de Roncevaux.

Trois chefs avec quatre mille hommes attaquèrent la forteresse de la Seu d'Urgel² ; le trappiste monta le premier à l'assaut, sa croix dans une main, son fouet dans l'autre. Le fort rempli de munitions, d'armes, avec soixante pièces d'artillerie, restèrent au pouvoir des royalistes. Ce succès eut son contre-coup à Madrid, la garde royale se décida à se soulever. Le soulèvement se fit le 7 juillet, malheureusement il fut réprimé de suite, on mitrilla la garde. Mais il permit à la Régence de s'installer solennellement à la Seu d'Urgel, le 14 septembre, sous le nom de Régence suprême de l'Espagne, pendant la captivité de S. M. Ferdinand VII,

1. Châteaubriant au Congrès de Vérone.

2. La Seu d'Urgel, ville d'Espagne, de 3.000 habitants au milieu d'une vallée en entonnoir, citadelle importante, siège d'un évêché. Bonnes murailles percées de quatre portes. La ville est assez bien bâtie. Sa cathédrale a quelque mérite ; l'architecture en est ancienne et de style gothique. Cette ville est très ancienne. Au IV^e siècle, elle devint un comté de la Marche d'Espagne. A trois kilomètres à l'ouest se trouvent les trois forteresses qui défendent la ville, la citadelle, le Castillo et la torre de Solsona.

avec les anciennes solennités. Elle fit publier un manifeste pour notifier son installation aux habitants de la Péninsule et des colonies d'Amérique. Puis les chefs contre-révolutionnaires, prêtèrent serment sur la lame nue d'une épée, de défendre la religion, de fidélité au Roi, d'obéissance à la Régence. L'armée de la Foi compta bientôt 43.000 combattants, dont 29.000 de troupes régulières et 13.000 réparties en colonnes mobiles, en plus mille à onze cents chevaux.

L'exécution par les révolutionnaires, de son ami le capitaine-général Elio, si fidèle à la royauté, garrotté le 3 septembre à Valence¹ remplit le cœur de Mérino de douleur et de colère, échauffa son zèle. S'il avait sa Religion et son Roi à défendre, il avait également son vieil ami à venger. Il se mit en campagne le 20 octobre ; s'empara de la garnison de Lerma composée de cinquante hommes, en tua sept, en emmena 38 prisonniers et laissa le reste blessé. De là, il se rendit à Aranda del Duero², battit et dispersa la garnison, ainsi que les détachements de cavalerie postés sur la route pour protéger les courriers, obligeant par là même le gouvernement de Madrid, qui perdit des dépêches importantes dans cette affaire, de faire suivre à la maille de France une nouvelle route.

Mérino se trouvait à Goumiel à huit kilomètres d'Arranda del Duero, sur la route de France, lorsqu'y passa, revenant de Paris, la marquise de Florida-Blanca, femme d'un des principaux libéraux. Faisant arrêter les conducteurs, il s'approche de la voiture, visite les effets de la voyageuse, s'assure qu'ils ne contiennent aucune dépêche, s'excuse poliment de cette inspection nécessaire, la laisse ensuite continuer sa route. Pour plus de sûreté, il lui donne un de ses aides-de-camp, qui l'accompagne, afin de lui éviter les attaques des Guérillas disséminés.

1. Ferdinand, délivré, annula la procédure instruite contre Elio, réforma le jugement, le 20 novembre 1823, le nomma ensuite marquis de la Fidélité et ajouta aux armes de sa famille une couronne avec les lettres initiales des mots : Fidélité, Loyauté, Honneur.

2. Aranda del Duero, ville forte de l'Espagne de 4.000 habitants, sur la rive droite du Duero, l'une des plus anciennes villes, elle a servi quelque temps de résidence à la reine Isabelle-la-Catholique et à son époux don Ferdinand d'Aragon.

Sur ces entrefaites, un décret des Cortès ordonna une levée extraordinaire d'hommes ; Mérimo résolut aussitôt d'en profiter pour se créer des renforts. Pour cela, il va en personne ou envoie dans les villes ses lieutenants, le jour du tirage au sort, et persuasif, il décide les jeunes gens tombés au sort, d'abandonner les révolutionnaires et de venir les combattre dans ses rangs.

Le 30 octobre, à Roa, où il se trouvait avec 600 hommes d'infanterie et cent chevaux, le constitutionnel Obrégon l'attaqua avec des forces supérieures, malgré sa vive résistance, il dut céder au nombre, perdant une grande quantité d'hommes faits prisonniers, des armes, sept morts, trente chevaux. Presque abandonné des siens qui s'étaient débandés, il s'éloignait lorsqu'arrivé à un pont qu'il devait traverser, il trouve un piquet de cavalerie, commandé par le capitaine Paramo qui lui barre la tête du pont et le passage; immédiatement, sans hésiter, Mérimo lance son cheval à toute allure, décharge en passant son espingole et se faufile entre ses ennemis, traverse le pont. Son coup de feu avait tué le trompette qui se tenait près du capitaine et logé une balle dans l'uniforme de celui-ci.

Après la déroute de Roa, les habitants de Palenzuela et sa garnison composée du régiment de cavalerie de la gunte, croyant que Mérimo ne pourrait se relever de l'échec qu'il avait subi et contents de voir disparaître leur ennemi le plus acharné, résolurent de célébrer par des réjouissances cet événement. Ils crurent ne pouvoir mieux faire que de simuler ses funérailles, accompagnées du cérémonial le plus burlesque qu'ils purent imaginer. Mais ils ne devaient pas tarder à s'en repentir. En effet, ayant appris ce qui venait de se passer, et ayant au mois de mars l'occasion de suivre la route près de Palenzuela, il se détourna de son chemin, et se dirigea sur cette bourgade, voulant, disait-il à ses officiers, payer les frais de ses obsèques ; ils le furent rigoureusement. La ville surprise par lui, dut fournir une considérable contribution de guerre. Ses défenseurs consistaient en un détachement de la garde mobilisée de Palencia, composée en partie de miliciens, qui, faits prisonniers par les royalistes dans une affaire aux environs de Pradanos de la

Ojada, n'avaient recouvré la liberté qu'après avoir juré de ne plus porter les armes contre les troupes royales. Devant ce défaut d'inobservation de serment et en expiation de leur trahison, Mérimo les fit tous fusiller.

Dans ces jours, le général révolutionnaire Espoz y Mina, plus connu sous le nom de Mina¹ qui avait 20.000 hommes sous ses ordres et commandait en Catalogne, se porta sur la place forte de Castel-Follit, l'attaqua à la sape et à la mine. La première explosion fit crouler deux tours, sur les débris desquelles les assiégeants se fixèrent. Les royalistes firent (disait Mina dans son rapport) une longue défense, ferme, obstinée et des prodiges de valeur ; des actes aussi héroïques que les plus beaux mentionnés dans l'histoire. Malgré cette noble résistance et ce beau témoignage, les constitutionnels massacrèrent avec des moines, le curé de la ville, une soixantaine d'hommes qui n'avaient pu s'échapper de la forteresse, n'épargnant que les femmes et les enfants, puis rasèrent et brûlèrent la ville et les forts de Castel-Follit.

Mina fit placer, sur ces ruines, cette inscription :

ICI, FUT CASTEL-FOLIT !

VILLES APPRENEZ PAR CET EXEMPLE A NE PAS
DONNER ASILE AUX ENNEMIS DE LA PATRIE²

Dans un ordre du jour, il annonça un sort semblable aux villes, bourgs et villages qui se rendraient à une bande de factieux armés, si leur nombre n'égalait pas le tiers de ses habitants. Si nous mentionnons ce fait, c'est parce

1. Francesco, Espoz y Mina, 1784-1835. Chef de guérillas, né à Idozin en Navarre se fit chef de guérillas en 1809, au moment de l'invasion française entrava pendant cinq années les généraux français leur fit éprouver des pertes continuées et les battit plusieurs fois en bataille rangée. Successivement élevé aux grades de colonel et de brigadier, de maréchal de camp, il essaya de soulever Pampelune contre Ferdinand VII et dut se réfugier en France (1814). Il entra en Espagne en 1820, reçut des constitutionnels insurgés le titre de capitaine général de Galice, s'empara de la Catalogne et tint longtemps en échec le maréchal Monecy dans Barcelone, capitula en 1823, et se retira en Angleterre. Revint en 1834, combattre Zumalacarrégu y en défendant le trône constitutionnel contre don Carlos. Il mourut en 1835.

2. Victoires et conquêtes des Français, t. XXXIV. Didier : Une année en Espagne.

qu'il imprima à la guerre un caractère barbare qu'elle n'avait pas eu jusque-là.

La prise de Castell-Follit fut suivie de nombreux revers pour les Royalistes qui exaltèrent la fureur des constitutionnels. L'exil et la déportation devinrent le sort de centaines de prêtres séculiers et de religieux ; la prison en voua beaucoup d'autres à la mort.

En novembre, Carlos O'Donnell, nommé par la Régence, général en chef à la place de Quesada¹ essaya d'adoucir les calamités de cette guerre fratricide et promit d'épargner la vie des prisonniers si de leur côté les constitutionnels renonçaient à leur habitude de ne faire aucun quartier. Lui-même éprouva bientôt les horreurs de la guerre civile. Le 17 de ce même mois, il offrit le combat au général Torrijos² qui l'accepta. Dans la mêlée, Carlos O'Donnell se trouva directement engagé avec le régiment impérial Alexandre, commandé par son frère Alexandre, ils se battirent, avec un long et triste acharnement, la victoire resta à Alexandre. Cette défaite et les froids de l'hiver suspendirent les opérations de l'année 1822 ; seules les guérillas continuèrent à poursuivre les constitutionnels.

Nous avons laissé Mérino au moment où il vient de châtier à Pradanos les miliciens qui avaient trahi leur serment. C'est en octobre que nous le voyons recommencer ses exploits ; le 26, il bat une colonne de constitutionnels, attaque et fait prisonnier le corps qui formait la garnison

1. Don Vicente Quesada, ancien officier des gardes espagnoles. Fait prisonnier au commencement de la guerre de 1808 ; conduit en France, il parvint à s'échapper. De retour en Espagne, il continua à combattre et s'éleva jusqu'aux premiers grades. Ferdinand VII le nomma successivement brigadier, maréchal de camp et gouverneur de Santander. Destitué par le premier ministère constitutionnel, envoyé en disponibilité à Grenade, il s'échappa, gagna la France et rassembla des troupes sur la frontière afin de pénétrer en Navarre. Battu par Espinosa, commanda ensuite un des corps auxiliaires de l'armée d'invasion envoyée par Louis XVIII. A la mort de Ferdinand VII, prit parti contre don Carlos. Rétablit l'ordre troublé par les émeutiers à Madrid ; mais en but à la haine de ceux-ci, ils parvinrent à l'assassiner à Hortaleza à sept kilomètres de Madrid.

2. Torrijos José-Maria, d'abord page du roi, puis capitaine d'infanterie. Il avait fait la guerre de l'indépendance, et avait obtenu le rang de brigadier. Mais comme il s'était prononcé pour les principes libéraux, il avait été arrêté et emprisonné, il quitta sa prison seulement en 1820. Depuis cette époque, il ne cessa pas de servir la cause constitutionnelle.

de Miranda de Ebro¹. Au commencement de novembre, il rallia Cuevillas² et se posta entre Burgos et Vittoria. Un convoi d'argent, escorté de deux cent cinquante hommes, provenant de l'emprunt fait par les Cortès, faillit tomber entre ses mains ; la proximité de Pancorbo où il alla se réfugier précipitamment le sauva.

Les rigueurs de l'hiver n'arrêtèrent pas les opérations de l'infatigable Mérino, il passa de la Castille dans l'Alava et de là dans le Santander, recrutant des soldats, remontant sa cavalerie ; ayant ainsi reconstitué ses forces, il put surprendre le 11 novembre Reynosa³ avec cent cinquante fantassins et quatre-vingts cavaliers, ce petit nombre d'hommes lui suffit pour désarmer la garde nationale. Ensuite, il leva une somme de cent mille francs sur les constitutionnels ; trois chefs du club des Descamisados⁴ ayant résisté, furent passés par les armes.

Revenu le 18 décembre à Reynosa, il y fut attaqué le lendemain par une forte colonne de constitutionnels qui lui tua une vingtaine d'hommes, néanmoins il trouva moyen de leur échapper en se réfugiant dans la Sierra de Oca.

Pendant la guerre de l'indépendance, l'Espagne entière s'était conjurée contre les troupes de Napoléon et secondait les guerillas, mais pendant cette guerre civile, chaque parti étant bien informé par ses propres espions pénétrait les projets de chacun, les ruses, le terrain occupé, les asiles où il pouvait se réfugier. Aussi Mérino courut-il de grands dangers en plusieurs occasions, seules toutes les ressources de son esprit le sauvèrent ; en voici un échantillon :

Arrivé un soir, accompagné seulement de quatre des siens au village d'Ontoria, il va se loger dans l'auberge de ce bourg

1. Miranda de Ebro. — Deobriga, ville de 3.000 habitants, entourée d'une enceinte fortifiée dominée par un vieux château ; elle est traversée par l'Ebre, sur laquelle il y a un beau pont.

2. Cuevillas, guerrillero carliste.

3. Reynosa, à 847 mètres d'altitude, 3.000 habitants, ville fort ancienne, maisons généralement bien bâties avec écussons armoriés. Commerce considérable de blés et de farine, de vins et d'eaux-de-vie, fabriqués dans les Castilles. Établissements industriels, mine de lignite, de plusieurs kilomètres de galerie : verrerie considérable nommée la Luciana.

4. Club des Descamisados, ou club des sans-culottes.

et se met tranquillement à table. Une heure tout au plus après son arrivée, la maison est cernée par une soixantaine de soldats du régiment de Zamora, avec une trentaine de gardes nationaux. Comment va-t-il pouvoir leur échapper ? Au sud, la maison donne sur une muraille d'une dizaine de mètres de hauteur ; à l'ouest il n'y a pas d'issue, à l'est la porte est gardée par un fort détachement ; seul au nord, et à six cents pas de distance, un pont très étroit où sont postés des soldats de ligne, lui offre un chemin. Ce point est le seul par où Mérino songe à passer. Sans retard, il fait seller son cheval par un de ses hommes, d'un bond il est dessus ; bride abattue, s'élançant à travers une grêle de balles, il arrive comme par miracle à la tête du pont. A cet instant, son cheval s'abat ; d'un coup de main, il le relève, mais pendant ce temps, les sentinelles font feu sur lui et le manquent. Lui, avec un pistolet dans chaque main, leur répond sans s'arrêter, une de ses balles tue l'un des soldats et bravant ses ennemis, il traverse le pont les laissant émerveillés de son audace.

Une autre fois, il se présente au château de Colina dit El Christo de Villahizan, accompagné d'une vingtaine d'hommes. L'autorité de Villahizan prévenue de sa présence, envoie cent trente gardes nationaux pour l'arrêter. Pendant la nuit, et silencieusement, ils viennent cerner le château, trente hommes sont placés à chaque issue afin d'empêcher Mérino de s'échapper. La nuit est sombre, mais la surveillance est active ; tout à coup, afin de surprendre le chef guerillero et pensant l'effrayer, les tambours battent tous à la fois ; on dirait une légion entière. La résistance ou l'évasion paraissent impossibles, pour d'autres peut-être, mais pour lui rien ne l'émeut ; avec sang-froid, sans perdre de temps, il va aux écuries du château, en fait sortir un troupeau de bœufs qu'il pousse devant lui. Trompés dans l'obscurité par le bruit que font les animaux en sortant, les gardes nationaux, croyant avoir affaire à Mérino et à ses soldats, font une décharge générale ; mettant alors à profit la confusion, lui et ses hommes passent précipitamment et ont déjà gagné les bois que les assiégeants n'ont pas encore fini de recharger leurs armes.

Les constitutionnels ne pouvant parvenir à s'emparer de Mérino, essayèrent d'autres moyens pour se délivrer de ce terrible agresseur. On eut recours à la délation, à la trahison, des sommes d'argent considérables furent promises à ceux qui le livreraient mort ou vif ; des domestiques, d'anciens gardes royaux du 7 juillet 1821 se laissèrent gagner, des paysans prirent des engagements vis-à-vis des constitutionnels, mais ce fut en vain. Fascinés par l'ascendant de cet homme, ils n'osèrent jamais consommer leur trahison, ni exécuter le meurtre. Plus d'une fois, leurs projets furent découverts, Mérino leur pardonna toujours, méprisait ces assassins et ne leur faisait même pas l'honneur de les craindre.

Les royalistes subissaient des échecs, malgré cela leur fidélité n'était pas ébranlée ; les promesses d'amnistie n'enlevèrent pas un seul homme à leur drapeau. Bien au contraire, ils se serrèrent plus fortement autour de lui, lorsque le Roi de France, le 28 janvier, annonça aux pairs et aux députés de ses états que cent mille Français, commandés par un prince de sa famille, étaient prêts à marcher en invoquant le Dieu de saint Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils d'Henri IV, et préserver ce beau royaume de sa ruine.

Le retentissement de cette parole royale imprima une énergie nouvelle à l'armée de la Foi.

De Saint-Jean-de-Luz, le 10 mars, Quesada adressa une proclamation aux Basques, dont voici la teneur :

« ...Volez donc aux armes, habitants des trois provinces !
 « Venez vous réunir sous les drapeaux de l'honneur et de la
 « fidélité. Avec nous seront les magnanimes et vaillants
 « Mérino, Zabala, le noble trappiste qui doit m'aider de
 « son courage et de ses conseils, voilà quels seront vos
 « modèles et vos guides. Je tâcherai de me rendre digne de
 « vous !... »

Sur ces entrefaites, le Roi, prisonnier des constitutionnels est emmené à Séville.

Le 7 avril, l'armée française et le duc d'Angoulême passent la Bidassoa.

Quinze ans plus tôt, les Français étaient allés renverser le trône de Charles IV, briser l'indépendance de la nation

espagnole, maintenant, par les étranges vicissitudes de la fortune, ils y reviennent cette fois, assurer ce qu'ils ont voulu détruire.

« Espagnols, disait le manifeste du Prince royal, la France n'est point en guerre avec votre patrie. Né du même sang que vos rois, je ne puis désirer que votre indépendance, votre bonheur et votre gloire. Je vais franchir les Pyrénées à la tête de cent mille Français ; mais c'est pour m'unir aux Espagnols amis de l'ordre et des lois ; pour les aider à délivrer leur roi prisonnier ; à relever l'autel et le trône, à arracher les prêtres à la proscription, les propriétaires à la spoliation, le peuple entier à la domination de quelques ambitieux, qui en proclamant la liberté, ne préparent que la ruine de l'Espagne. — Espagnols, tout se fera pour vous et avec vous ; les Français sont et ne veulent être que vos auxiliaires ; votre drapeau flottera seul sur vos cités ; les provinces traversées par nos soldats seront administrées au nom de Ferdinand par des autorités espagnoles. Nous ne prétendons ni vous imposer des lois, ni occuper votre pays : nous ne voulons que votre délivrance. Dès que nous l'aurons obtenue, nous rentrerons dans notre patrie... »

A la manifestation d'une aussi noble alliance, lequel des royalistes n'aurait déposé toutes ses rancunes ? Mérino oublia les siennes et se prépara à devenir le frère d'armes de ceux dont il avait été le si rude adversaire.

Lorsque le duc d'Angoulême s'avança à la tête de ses troupes, parcourant le centre de l'Espagne, aux acclamations de joie des populations, Mérino, à la tête de ses hommes, se porta au-devant de lui. Il était avec le prince, le 9 mai, lorsqu'il entra à Burgos¹. Le prince lui assigna un poste d'avant-garde ; c'était ce qu'il désirait.

1. Pour cette entrée, on renouvela le spectacle des cérémonies usitées sous l'ancienne monarchie castillane. Un cortège nombreux avait été préparé pour recevoir le prince. La marche était ouverte par douze hommes d'une taille gigantesque, qui représentaient la force et la vaillance ; venaient ensuite différents groupes de danseurs imitant dans leurs jeux expressifs des luttes et des combats à outrance. Au milieu de la foule, on voyait un mannequin (dans les antiques cérémonies, il représentait un roi maure ou un hérétique), vêtu de lambeaux, le teint pâle et le corps chargé de chaînes ; il figurait la constitution des Cortès. Le peuple le couvrait de boue

Se portant alors en éclaireur sur Ségovie, il attaque et disperse un corps de l'armée d'Henri O'Donnell, comte de l'Abisbal, qui dans sa marche sur Madrid occupait les hauteurs de Guadarrama et de Navacerrada.

Après cette action, se séparant momentanément de l'armée française, il se porta sur Avila¹. Poursuivant les troupes constitutionnelles placées sous les ordres du général Zagas, il arrive à Béjar² où il reçoit un envoyé de Plasencia³, qui lui demande du secours contre l'Empecinado qui la menaçait. Il s'élance à son secours, la délivre des vexations et du sort funeste que lui préparait le général ennemi. Après ce fait d'armes, il marche ensuite sur Coria⁴ où il espère arriver encore à temps afin de protéger cette ville contre les vexations du même Empecinado, mais cette fois lorsqu'il arrive, les faubourgs avaient déjà été incendiés, la campagne alentour dévastée.

Bientôt Mérino put faire expier chèrement ces violences à l'ennemi ; car le 10 juin, au moment d'exécuter un mouve-

et le poursuivait aux cris de : Vive le Roi, vive le duc d'Angoulême, mort à la constitution, meurent les noirs ! Un char de triomphe, traîné par quarante jeunes gens suivait le cortège ; il était destiné au prince qui le refusa et voulut faire son entrée à cheval à la tête de ses troupes. (*Victoires et conquêtes des Français*, t. XXXIV, p. 195.)

1. Avila, ville de 11.000 habitants, sur l'Adaja, à 1.132 mètres d'altitude, contrée froide, l'hiver s'y prolonge, le printemps y existe à peine, l'automne y est agréable. Avila est le siège d'un évêché. La ville est entourée de murailles formant un hexagone irrégulier, percé de neuf portes. Fortifications du xv^e siècle admirablement conservées. Cathédrale, vaste édifice gothique, merveille d'architecture, pleine d'objets d'art du travail le plus précieux. Exploitation de minerai, de plomb, de fer et d'argent.

2. Béjar, 10.000 habitants, ville fort ancienne, entourée de murs en ruines. — Vieux palais ducal, digne d'attention, vue admirable de l'une des tours. Mouvement industriel. Eaux de Montemayor réputées ; la source a un débit de 414.000 litres par jour, autrefois connue des Romains.

3. Plasencia, ville de 6.500 habitants sur la rive droite de la rivière de Jerte, dans un fond. Plasencia est entourée d'une forte muraille en pierres de taille, percée de six portes et flanquée de soixante-huit tours demi-rondes ou cubos, régulièrement espacées. Evêché fondé en 1190. La cathédrale est le plus remarquable édifice de la ville, sa façade présente des sculptures d'une grande délicatesse, des bustes, des arabesques, des feuillages. À l'intérieur, on est frappé de l'aspect colossal des colonnes qui soutiennent la voûte de la nef principale. Une magnifique grille ferme le chœur, dont la boisserie représente une foule d'animaux, de motifs capricieux et de sujets tirés de la Bible ; manufacture d'armes, fonderie de canons, aqueduc de quatre-vingts arches. Antiquités romaines.

4. Coria, ville de 1.500 habitants, province de Badajoz, évêché.

ment combiné avec le général de Bourmont¹, dont il flanque la marche, il apprend que l'Empecinado, avec un corps de sept à huit cents hommes, est à Casillas. Laissant là le mouvement projeté, il se porte sur Casillas. En route, on le prévient qu'un escadron de cavalerie détaché du même corps occupe Moraléja ; il y court, tombe comme un ouragan sur cet escadron, le met si bien en déroute qu'il ne reste pas un seul homme pour porter cette nouvelle au général.

1. Louis-Auguste-Victor de Ghaisne, comte de Bourmont, maréchal de France, né le 2 septembre 1773, était à seize ans officier aux gardes françaises, licencié avec son régiment au début de la révolution, il émigra avec son père. S'en fut vers la fin de 1791 rejoindre le comte d'Artois à Coblenz, fit partie de l'armée des princes jusqu'à la pacification de 1796, et nommé chevalier de Saint-Louis, par le comte de Provence. Après un court séjour en Suisse, il alla rejoindre l'armée des royalistes de l'ouest qui le reconnut pour un de ses chefs ; vainqueur à Louverné et au Mans le 15 octobre, il fut le dernier à déposer les armes après les revers de l'armée royale. Revenu à Paris, il refusa de céder aux sollicitations du premier consul qui lui offrait le grade de général de division.

Déclaré suspect après l'explosion de la machine infernale, il fut emprisonné au Temple par ordre de Bonaparte, puis transféré à la citadelle de Besançon jusqu'à son évasion en 1804. Il se réfugia en Portugal, et après son envahissement par les Anglais, il vint trouver Junot et comme un Français parlant à un autre Français, il lui dit : « Monsieur le duc, je n'ai pas renié ma patrie, je suis Français ; vous êtes attaqué, un homme résolu et deux bras peuvent vous être utiles, je viens vous les offrir ; voulez-vous m'attacher à votre Etat-major ? Junot accepta ses services et lui donna sa parole que sa rentrée en France ne souffrira aucune difficulté.

Junot le chargea des fonctions de chef d'Etat-major de la division commandée par le général Loison. Après la convention de Cintra, Bourmont rentra en France avec sa famille, mais dès sa rentrée il fut jeté en prison à Nantes. Rendu à la liberté grâce à l'intervention de Junot, il eut à choisir entre l'exil ou le grade d'adjudant commandant à l'armée d'Italie qu'il accepta. Il se distingua à Bagnara ; attaché à l'Etat-major de l'armée du prince Eugène, il servit brillamment pendant toute la campagne de Russie. Épuisé par ses blessures, il tomba aux mains des Russes, leur échappa, rejoignit l'armée française et avec le onzième corps contribua à la victoire de Lutzen. Nommé général de brigade après la journée de Rottostitz. Se distingua pendant la retraite qui suivit la bataille de Leipzig, et pendant la campagne de France, surtout à Nogent, ce qui lui valut le grade de général de division.

Après la chute de Napoléon, il se retira en Anjou pour soigner ses blessures. Adhéra au gouvernement de la Restauration, il reçut le commandement de la 6^e division militaire. Au débarquement de l'empereur, sa division fut désignée pour marcher sous les ordres de Ney. Ne voulant pas suivre ses troupes dans leur défection, il courut à Paris demander des ordres et reçut du général Dessoles, ministre de la Guerre, ce que le roi lui avait dit avant son départ. « Il est probable que les alliés vont prendre les armes, et cette fois, peut-être feront-ils la guerre pour leur propre compte ; s'il en est ainsi, agissez dans l'intérêt de la patrie. » Je suivrai le roi jusqu'à la frontière, ajouta Dessoles, parce que je suis ministre d'Etat ; mais la partie est

Pendant qu'il donnait, après son succès, quelques instants de repos à ses troupes, on lui annonce que l'Empecinado s'approche de lui en personne ; rassemblant son monde, il vole à sa rencontre, en criant à ses soldats : *Vengeons ceux de Coria*, disant cela, il fonce en faisant une charge de cavalerie. L'Empecinado se défend comme il sait se défendre, mais sa valeur audacieuse ne le conduit à rien ; après plusieurs heures d'un long combat, les constitutionnels se débandèrent. L'Empecinado s'enfuit seulement avec trente hommes, ne devant son salut qu'au terrain accidenté, cent des siens restèrent sur le sol ; beaucoup d'autres moururent de leurs blessures dans les montagnes¹.

Cette victoire débarrassa l'armée de Bourmont d'Inarçè-

perdue, on ne se battra pas. Quant à vous, mon cher général, vous pouvez faire ce que vous voudrez.

Le comte de Bourmont, voyant ainsi menacée l'indépendance de sa patrie, reprit un commandement. L'acte additionnel vint à paraître : il proscrivait les Bourbons ; Bourmont n'y put souscrire, et en refusant il brisait tout lien avec le gouvernement impérial : Wellington d'ailleurs ayant proclamé les coalisés alliés du roi de France, on n'eut plus à craindre un démembrement du territoire. Dans ces circonstances, ajoute M. Julien Travers, son biographe, le comte de Bourmont remit ses troupes et ses instructions au général Hulot et se réfugia près de Louis XVIII.

A la rentrée des armées alliées, en France, Bourmont toujours dévoué à la cause royale, souleva en sa faveur les populations de la Flandre, s'empara de dix-sept villes, Lille, Dunkerque, Arras, etc., ferma leurs portes aux étrangers, préserva ainsi de l'occupation deux provinces et conserva à la France, 4.000 canons, 40.000 fusils, et six millions de francs.

Après la seconde restauration, il eut le commandement de la 2^e division d'infanterie de la garde royale ; en 1823, il accompagna le duc d'Angoulême à la guerre d'Espagne et eut le commandement en chef de l'armée quand le prince revint en France.

A son retour, Bourmont fut nommé pair de France (9 octobre 1823), puis gentilhomme de la chambre du roi. Ministre de la guerre en 1829, il fut nommé par le roi général en chef de l'armée qui fit la conquête d'Alger, dont il avait conçu et préparé le projet. Il débarqua le 14 juin 1830 sur la terre d'Afrique avec ses quatre fils ; le 24, il vit l'un d'eux tomber à ses côtés ; le 5 juillet 1830, entra vainqueur dans Alger, le 22 il fut créé maréchal de France. Après la révolution de juillet, il refusa le serment à Louis-Philippe, et fut remplacé par le général Clausel. Déclaré démissionnaire de la pairie par refus de serment au nouveau gouvernement, il prit part à l'insurrection de Vendée, avec la duchesse de Berry.

N'ayant pas réussi, il alla en Portugal défendre la cause de don Miguel, et n'y fut pas plus heureux. Il se retira à Rome, jusqu'en 1840 et profita de l'amnistie pour rentrer en France. Il mourut à son château de Bourmont, le 27 octobre 1846. (*Catalogue historique des généraux français*, par M. Louis de la Roque, 3^e fascicule, p. 26 et suivantes.)

1. Bulletin du général Guillemot, major général de l'armée française. — *Moniteur* du 18 juin.

lèments qui retardaient sa marche et lui facilita le passage du Tage par le pont d'Almaraz peu de temps après ¹.

Le 16 juin, Mérino fit son entrée à Cacérés ² à la tête de trois mille hommes qui formaient alors sa guérilla, cavalerie, infanterie et quelques pièces de canons. Son intention était de séjourner là quelque temps afin d'établir des magasins de ravitaillement, consistant en vivres, munitions, effets militaires, dans le couvent de Saint-Dominique et en même temps réparer l'équipement de sa troupe. Il n'en eût pas le temps, une députation des habitants de la Sierra Francia vint peu après son arrivée le supplier d'aller mettre leur pays à l'abri des incursions des constitutionnels. Cédant à leurs prières, il partit seulement avec deux escadrons de lanciers et un bataillon d'infanterie, laissant à Cacérés le gros de ses forces. A son approche, l'ennemi se retira de lui-même de la Sierra ; mais profitant de son absence, les constitutionnels prévenus par leurs affidés, tombèrent à l'improviste sur un détachement parti de Cacérés pour faire une exploration aux environs d'Alisca et lui firent subir un échec.

Au mois de juillet, il se mit à la poursuite des généraux Quiros et Abril qui n'eurent pas d'autres ressources pour lui échapper que de violer le territoire portugais. Le général Jean de Sylveira, gouverneur du Beira, leur fit alors mettre

1. Almaraz, bourg de 500 habitants, à cinq kilomètres au-delà du passage du Tage, sur lequel est jeté l'un des ponts célèbres de l'Espagne. Ce pont fut construit vers le milieu du XVI^e siècle : il est d'une beauté et d'une solidité qui le font comparer aux meilleurs ouvrages des Romains. Appuyé des deux extrémités sur des rochers, il se compose de deux arches portées par trois piles énormes pareilles à des tours. Dans son ensemble, ce pont a cent mètres de long, cinquante-et-un d'élévation maxima et sept mètres de largeur.

2. Cacérés. Castra Cœcilia, ville de 16.000 habitants, fondée en 142 avant J.-C. par Q. Cœcilius Metellus. Occupée par les Maures, elle leur fut enlevée en 1142, par Alphonse VIII, qui ne put la conserver. En 1118, elle fut définitivement conquise par Alphonse II de Léon. Cacérés est située sur une éminence. L'ancienne cité est entourée de murailles flanquées de grosses tours, avec cinq portes, parmi lesquelles l'arc de la Estrella ouvert dans les deux sens, et donnant passage à quatre rues. La ville nouvelle entoure l'ancienne et descend jusqu'au bas de la colline. Les maisons de la partie moderne sont généralement bien bâties. Dans la haute ville quelques constructions noires, et grands murs à petite fenêtres de l'époque sarrasine. L'église principale, Santa Maria, est un édifice gothique, à trois nefs reconstruit en 1556. Tour de l'Arc, sur la grande place, couronnée par une statue mutilée de la Cérés romaine. Siège d'un évêché dont le palais est un beau monument.

bas les armes qui, immédiatement, furent envoyées aux avant-postes de Mérino.

Celui-ci quitta l'Estramadure, à la fin de juillet, voulant éviter un engagement avec le général Lopez-Banós ¹, qui avait des forces bien supérieures aux siennes. Revenu sur le théâtre de la guerre, l'Empecinado adressa au gouverneur de la ville de Zamora ², occupée par les royalistes, la lettre fanfaronne suivante :

« Je serai bientôt maître de votre ville ; j'en livrerai les
 « habitants à toute la fureur de mes troupes, et l'on ne saura
 « que la ville a existée que par le souvenir de l'ignominie
 « dont elle s'est couverte. Le sort des prisonniers qui sont
 « dans votre prison ne m'arrêtera pas, car pour chacun
 « d'eux, j'ai déjà entre mes mains plusieurs centaines de
 « prêtres, envers lesquels j'userai de représailles. Je suis le
 « même général qui incendia les champs et les faubourgs
 « de la rebelle Coria. Dès à présent, je vous avertis que
 « pour chaque prisonnier que votre parti immolera, je
 « ferai passer par les armes vingt ministres des autels.
 « Je livrerai aux flammes vos faubourgs, votre ville, vos
 « maisons : vos habitants isolés subiront le même sort
 « que ceux qui sont rassemblés sur vos remparts ³ »

Il suffit que Mérino, pour répondre à cette bravade, se

1. Lopez-Banós, un des conjurés de l'île de Léon, devint capitaine général de la Navarre, puis ministre de la guerre, fut un de ceux qui tentèrent de révolutionner l'Espagne en 1830.

2. Zamora, ville de 14.000 habitants sur le Douro, était Ocellodurum, chef-lieu de la province. Evêché. Il subsiste encore autour de Zamora une forte muraille en pierre de forme très irrégulière, assise sur le rocher, présentant une multitude d'angles et de renforcements. A l'extrémité, S. O. de la ville est une citadelle dans l'enceinte de laquelle se trouvent la cathédrale, le palais épiscopal les ruines d'une maison qu'habita le Cid. On signale encore le vieux palais de dona Urraca. La cathédrale est d'une grande simplicité et d'une remarquable pureté architecturale. Le style dominant est le style roman. Le rétable, magnifique travail en marbre blanc avec des ornements en bronze, représente la Transfiguration. Le chœur est entouré d'une belle boiserie en noyer où sont sculptés, les patriarches, les apôtres, les évangélistes.

Cette ville prise aux Maures en 748 par Alphonse-le-Catholique, fut reconquise et entièrement détruite par Almanzor, roi maure de Cordoue, en 985. Ferdinand-le-Grand, avec l'aide du Cid, la reprit et la reconstruisit en 1093 et cette ville fut définitivement acquise au royaume de Léon. — Fabrique de chapeaux, couvertures et étoffes de laine.

3. *Moniteur français*, 20 juillet 1823.

présentât dans l'Avila, afin de barrer la route à l'Empecinado, pour qu'immédiatement celui-ci prit la fuite.

La capitulation de Morillo¹, le 10 juillet, les victoires successives des armées combinées des Français et de la Foi, débarrassèrent la Vieille-Castille des factieux. Mérino se cantonna alors dans sa province, s'occupant de perfectionner sa légion. C'était un des plus beaux corps militaires de l'Espagne, sa cavalerie, forte de huit cents hommes, était équipée avec un soin tout particulier².

Les échecs des révolutionnaires se multiplièrent de tous côtés. Ballesteros³ fit sa soumission le 4 août, les autres généraux furent tour à tour battus ou forcés de capituler. Après la prise du Trocadéro, et le bombardement de Cadix, le Roi qui, de Séville, y avait été conduit le 12 juin, recouvra sa liberté le 1^{er} octobre et fit son entrée à Madrid dans les premiers jours de novembre. Ces événements couronnèrent les campagnes de l'armée française qui avait bien mérité cet éloge qu'un ministre anglais, Canning⁴, fut forcé de

1. Morillo, Paul, comte de Carthagène, général espagnol, né en 1777 à Fuente de Malva, province de Toro, chef de guerillas après 1808, servit d'abord contre les Français, se distingua en Galice, en Estramadure et en Portugal; il contribua à la victoire d'Arroyo de Molinos en 1812. A la rentrée de Ferdinand VII, en Espagne, il fut un des premiers à le reconnaître. En 1814, il fut envoyé contre les insurgés de Venezuela et de la nouvelle Grenade et prit Carthagène après une résistance héroïque des habitants. Après avoir tenu tête à Bolivar, il fut vaincu à Boyaca (1819). Rappelé en Espagne, il soutint Ferdinand VII. Dans la campagne de 1823, il joua un rôle équivoque: chargé par les Cortès du commandement de la Galice, il favorisa les royalistes, laissa échapper le corps du comte d'Amarante, destitua Quiroga et entrava les efforts de Robert Wilson. Sa conduite ne fut pas approuvée par Ferdinand qui l'exila; il mourut à Rochefort, en 1832.

2. *Moniteur français*, 1^{er} octobre 1823.

3. Ballesteros (François), général espagnol, né en 1770. Engagé volontaire à 18 ans, capitaine en 1793, après s'être distingué dans la campagne de Catalogne, contre les Français; nommé colonel en 1808, il fut chargé de lever des troupes pour résister à l'invasion française et se distingua à Bayen; maréchal de camp, il acquit en Andalousie une grande réputation de bravoure en luttant contre Soult et Mortier. Mais lorsque le commandement des armées espagnoles fut confié en 1812 au duc de Wellington, il refusa d'obéir à un étranger et il fut destitué. Lorsque Ferdinand rentra en 1815, il fut nommé ministre de la guerre, mais ne le fut qu'un an. En 1823, après l'entrée des Français en Espagne, il prit le commandement des troupes constitutionnelles destinées à défendre la Navarre et l'Aragon; mais il signa bientôt avec le duc d'Angoulême une capitulation qui le condamnait à une complète inaction, qui l'obligea à s'expatrier; il mourut à Paris en 1832.

4. Canning-George, né à Londres en 1770, Homme d'Etat anglais. Elevé

lui rendre en plein parlement: *Que jamais armée n'avait fait si peu de mal et n'en avait empêché tant.* Encore une fois, on chanta des *Te Deum* d'actions de grâce et on proclama la religion et la monarchie sauvées.

A la fin d'octobre, l'Espagne était presque entièrement pacifiée, seul l'Empecinado bataillait toujours et vint assiéger Cacérés. Mérino demanda à marcher contre lui; mais des détachements français y furent envoyés. Sa bande capitula, se dispersa, et lui-même se retira dans la Sierra de Montañachés. Arrêté plus tard, dans son pays, il fut condamné à mort et exécuté. Mérino qui, tant de fois, l'avait combattu, désapprouva hautement la condamnation d'un ennemi qui, lors de la guerre de l'indépendance, avait rendu des

à Eton par les soins d'un oncle maternel, il fonda à l'âge de seize ans un journal littéraire, le *Microcosme*, qu'il rédigeait avec ses camarades d'études, en y semant des articles empreints de bon goût et de fine raillerie. Il passa ensuite à l'Université d'Oxford et s'y trouva en relations d'amitié avec lord Liverpool, Sheridan, Fox et Burke, dont il partageait les idées libérales; ce fut par leur conseil qu'il abandonna l'étude du droit pour se préparer à la carrière politique. Mais il trompa bientôt leur attente, car à peine élu au Parlement par le bourg de Newport, en 1793, il se rangea avec tous les tories sous la bannière de Pitt et se montra l'ennemi résolu de la Révolution française et de toute réforme parlementaire. Devenu sous-secrétaire d'Etat en 1796, il fonda avec quelques amis, un journal hebdomadaire, l'*Anti-Jacobin*, destiné à combattre la Révolution française. Lorsque Pitt quitta le pouvoir en 1801, il le suivit dans sa retraite et, par sa vive et mordante opposition, il contribua à la chute du nouveau ministère (1804). Nommé trésorier de la marine dans le nouveau cabinet Pitt, il occupa ce poste jusqu'à la mort du grand ministre en 1806 et il eut le portefeuille des affaires en 1807. Le bombardement de Copenhague est resté comme une tache sur sa mémoire. Forcé de quitter le ministère à la suite de son duel avec lord Castlereagh, il n'en joua pas moins un rôle actif au Parlement où il réclama en 1812 l'émancipation des catholiques. De 1814 à 1816, il fut ambassadeur en Portugal, puis il fit partie du ministère de 1816 à 1820 comme président du département des Indes. Après la mort de George IV en 1820, il voyagea sur le continent pour n'avoir pas à intervenir dans le procès en adultère intenté à la reine Caroline. Nommé gouverneur des Indes, en 1822, il ne se rendit pas à son poste, appelé au ministère des affaires étrangères, par suite du suicide du premier ministre, lord Castlereagh. Il changea alors de politique, se montra favorable aux mesures libérales et chercha à établir une sorte d'équilibre dans le concert européen. Il fit reconnaître l'indépendance du Mexique, de la Colombie et de Buenos-Ayres, refusa d'intervenir dans les affaires d'Espagne, détacha l'Angleterre de la Sainte-Alliance et prépara par un traité l'émancipation des Grecs. Sa nomination en 1827 comme premier lord de la Trésorerie, amena la retraite de six ministres du parti tory, il les remplaça par des whigs, mais en leur refusant obstinément la réforme parlementaire. Canning mourut cette même année à Chriswik. Sa politique consistait à assurer la prépondérance de l'Angleterre en lui ménageant une sorte de médiation dans les affaires de l'Europe. — (*Dictionnaire des Dictionnaires*. P. Guérin, tome II, p. 568).

services à la royauté, et dont la soumission de ses troupes, à la fin de cette période de soulèvement, devait attirer sur lui l'indulgence des conseils de guerre.

Le rétablissement de la royauté mit fin à cette seconde période de la vie militaire du curé Mérino. Peu ambitieux, il n'alla pas, comme tant d'autres à Madrid, faire valoir ses services et resta dans la Vieille-Castille, y tenant garnison avec ses troupes, réprimant toute réaction de leur part ; celles que la loi ne consacra pas le trouvèrent inexorable. Il le fut même dans sa famille. Une de ses sœurs était mariée à Antonio Santoyo, habitant à Villahoz ; le roi Ferdinand venait d'être délivré, les représailles avaient déjà lieu. Santoyo et un de ses compatriotes Santiago Beltram, se vengèrent, par un meurtre, de l'alcade (maire) constitutionnel Matéo Alvarez, libéral ardent, ennemi personnel de Mérino. Les magistrats de Ségovie firent rechercher et arrêter les meurtriers, et les enfermèrent dans la prison de Valladolid, on instruisit leur procès.

La sœur de Mérino voulut arracher son mari des mains de la justice ; sachant que son frère jouissait d'une haute faveur près du Roi elle s'empressa d'aller le trouver à Madrid où il était pour l'instant, le priant d'intercéder pour son mari la clémence royale. Mérino fut inflexible ; loin de vouloir couvrir le crime de sa faveur, il écrivit à Don Ignacio Roméro, juge de la Sala del Crimen, qu'il n'entendait pas que son nom protégât les coupables, qu'il fallait laisser la justice suivre son cours ; que ce n'était pas à eux d'ailleurs, ajoutait-il, à juger les opinions des hommes. Son beau-frère Santoyo fut condamné à l'exil ; on lui assigna la ville de Nébrida pour résidence. Ce fait est constaté dans le dossier des pièces du procès, déposé aux archives criminelles du palais de justice de Valladolid¹.

Ne voulant pas abuser de la faveur royale, Mérino ne céda pas aux inopportunes insistances que firent près de

1. Le journal libéral qui se publiait à cette époque-là à Bordeaux et qui naturellement en voulait à Mérino, l'infatigable poursuiveur des idées libérales en Espagne, dut constater cet acte de fermeté, qu'il confirma en racontant d'autres faits peu importants, mais qui témoignent de l'impartialité de Mérino vis-à-vis de ses adversaires politiques en une foule de circonstances.

lui des officiers afin d'obtenir des grades dont il pouvait disposer. Il fit des mécontents, en prétendant que chacun, se devant à sa patrie et à son Roi, ne pouvait avoir d'autre ambition légitime que celle de servir ces deux chers objets de son affection. Maxime digne de son désintéressement, mais trop élevée pour être d'une application commune, elle formait un contraste trop frappant avec l'avidité des dévouements galonnés. Des inimitiés surgirent, se ligèrent alors contre lui ; le parti vaincu qui cherchait à profiter des dissensions des vainqueurs et se ramifiait jusque parmi eux, les développa.

Le Roi, au début de l'année 1824, ordonna le licenciement des troupes irrégulières. Un fort arriéré de solde était dû à celle de Mérino ; l'ordre de licenciement les fit murmurer. Mérino les calma et se borna à adresser quelques observations aux ministres. Immédiatement, les gens malveillants qui le surveillaient, s'empressèrent de s'emparer de ce fait afin de le dénaturer. On répandit le bruit qu'il cherchait à soulever ses soldats, projetant de proclamer la déchéance de Ferdinand VII et d'acclamer l'avènement au trône de don Carlos, frère du roi. Etrange accusation en vérité, après ses longs et dévoués services. C'eût été également mal reconnaître de sa part la faveur dont il jouissait auprès du roi. Mais ce qui fut encore plus étrange, c'est la créance que sembla y avoir le gouvernement. On envoya à Ségovie des troupes sous le commandement du général Clouet, afin de s'emparer de la ville, de désarmer les guérillas et de contraindre le rebelle Mérino à se soumettre.

Depuis quelque temps déjà, celui-ci avait remis le commandement de sa division entre les mains de ses officiers et s'était retiré à Saint-Ildefonse pour y prendre quelques jours de retraite et de repos ; avant de quitter ses soldats, il leur adressa la proclamation suivante :

« GÉNÉREUX COMPAGNONS D'ARMES,

« A peine avions-nous déployé, dans les sentiments les plus purs de la loyauté Castillane, l'étendard de Dieu et de notre souverain, que les lâches révolutionnaires trem-

« blèrent et la salle des Cortès, atelier de leurs noires machi-
 « nations, fut ébranlée; une panique terreur s'empara
 « de ces âmes viles, parce qu'elles virent, depuis ce moment,
 « leurs criminelles entreprises devenir infructueuses. Vous
 « formâtes la résolution de mourir ou de venger les outrages
 « faits à notre sainte religion et à notre souverain.

« Cette seule idée les remplissait d'épouvante. En effet,
 « dès que le cri sacré d'alarme retentit dans les champs
 « sacrés de Burgos, adorant la manifestation de la droite
 « de Dieu, je vous vis abandonner vos familles, vos tra-
 « vaux littéraires, agricoles, laisser vos ateliers, quitter
 « avec joie toutes les commodités de la vie pour vous unir
 « sous les légitimes bannières de notre bien-aimé Ferdinand.
 « Depuis ce moment, je conçus les espérances les plus
 « flatteuses d'un heureux succès. Elles ne pouvaient être
 « fondées sur l'abondance des armes, de l'argent, des muni-
 « tions, ni dans les secours des villes, ni de quelques points
 « fortifiés, ni dans l'appui des Français, puisque nous
 « étions éloignés de la frontière. Au lieu de cela, errant
 « dans les montagnes, exposés à l'intempérie de l'air, en-
 « tourés des baïonnettes des pervers, environnés d'échafauds
 « à chaque pas, quel pouvait être le fondement de nos espé-
 « rances, sinon la faveur du Tout-Puissant !

« Le résultat nous a fait voir que nos espérances n'ont pas
 « été vaines. Victorieux plusieurs fois, d'autres fois battus,
 « vous avez soutenu votre entreprise avec une constance
 « admirable; vous avez enflammé l'esprit de tous les vrais
 « Espagnols; vous avez fixé l'attention des souverains de
 « l'Europe; vous avez coopéré efficacement à la liberté de
 « notre Roi et à la paix de cette belle monarchie. A l'anar-
 « chie et à d'horribles convulsions, ont succédé l'ordre et le
 « calme. Ainsi les causes de votre réunion en corps d'armée
 « ont cessé. Notre Roi a parlé, et l'obéissance à sa voix
 « doit toujours être notre devise.

« Lorsque, à mon appel, mes chers enfants, vous accou-
 « rûtes dans les plaines de Burgos pour défendre la cause de
 « votre Dieu et de votre Roi, vous n'aviez que votre foi et
 « votre courage. Sans armes, sans munitions, sans pain,
 « vous avez tout bravé, vous avez fait voir à l'Europe

« qu'il existait encore des Espagnols qui préfèrent la mort
 « à l'ignominie du joug révolutionnaire.

« L'œuvre est accomplie. Notre bien-aimé Ferdinand
 « a ressaisi son sceptre. Je vous ai recommandés tous à sa
 « bonté paternelle. Quant à moi, mes chers enfants, je
 « retourne avec joie reprendre les fonctions de mon saint
 « caractère, certain que je vous laisse dans la résolution
 « de ne jamais souffrir qu'il soit fait en votre présence la
 « moindre insulte à Dieu ou au Monarque.

« Adieu, mes chers enfants ! Pardonnez-moi les fautes
 « que j'ai pu commettre comme homme, et prenez congé
 « de moi comme d'un père qui vous aime en Notre-Seigneur
 « Jésus-Christ !... »

Cette proclamation fut suivie du désarmement qui s'opéra
 sans résistance de la part des volontaires.

Les choses en étaient là, lorsque le général Clouet arriva
 dans les environs de Ségovie. Il s'arrêta au village de
 Otero de Herreros et envoya un aide de camp à Mérino,
 pour l'inviter à se rendre auprès de lui. De Ségovie où il
 pensait le trouver, l'aide de camp dut aller à Saint-Ildefonso.
 Mérino accepta l'entrevue qui lui était proposée, mais il fit
 demander au général Clouet de vouloir bien venir seul le
 lendemain au château de Rio-Frio, entre Ségovie et Otero,
 où il se rendrait lui-même. Le général étant arrivé pour
 l'entrevue, Mérino lui fit voir sa proclamation et lui donna
 l'état des armes déposées; une cordiale explication confirma
 Clouet dans la ferme assurance qu'il avait toujours eue de
 son inébranlable fidélité.

Les deux généraux vinrent ensuite ensemble à Ségovie et
 invitèrent leurs officiers à un splendide banquet qui
 confirma leur fraternité.

Mérino accompagna le général Clouet à son retour à
 Madrid, et le 9 mars, le Roi, dans une audience particulière
 qu'il lui donna, le remercia de ses bons et loyaux services.
 L'assura de son affection, en même temps le promut brigadier
 de ses armées, le nomma officier des ordres royaux
 dont il avait été décoré en 1814.

1. Cette traduction a été empruntée au *Moniteur français* du 6 mars 1821.

Le canonicat de la cathédrale de Valence dont il avait joui était toujours à sa disposition. Le nonce du Pape à Madrid, S. Em. Mgr Justiniani, lui offrit une nouvelle bulle pour le réintégrer dans ses fonctions. D'abord, il accepta avec empressement la proposition qui lui était adressée dans des termes des plus bienveillants, et se rendit même à Valence.

Mais devant les instances répétées de personnages importants, tant par leur caractère que par leur dignité, qui prévoyaient que la religion et la monarchie réclameraient bientôt l'appui de son épée, son jugement qui le lui remontrait, non moins haut, le firent renoncer à son canonicat ; c'était un revenu de 42.000 francs qu'il abandonnait. Peu lui importait, du moment que sa conscience lui conseillait de rester soldat, son intérêt n'avait plus rien à y voir.

La pénurie des finances du royaume ne permettant pas de lui servir la solde de brigadier à laquelle il avait droit (le gouvernement ayant décidé d'abaisser d'un degré par chaque grade le traitement des officiers), ce fut avec celle d'un simple colonel de cavalerie qu'il se retira dans une maison de campagne achetée par lui à Rabe de los Escuderos, son pays, sur la route de Burgos à Madrid.

(A suivre).

DE CASTILLA.

